

**Convention collective**

IDCC : 8434. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ETAF ET CUMA**  
**(Franche-Comté)**  
**(1<sup>er</sup> novembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 11 juin 1999,  
*Journal officiel* du 23 juin 1999)

---

AVENANT N° 28 DU 29 JANVIER 2016

NOR : AGRS1697202M

IDCC : 8434

---

Entre :

FRSEA de Franche-Comté

FRCUMA de Franche-Comté

Entrepreneurs des territoires de Franche-Comté

D'une part, et

UR CFDT de Franche-Comté

CFTC-Agri

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant fait suite à la demande des représentants des entreprises de travaux forestiers de Franche-Comté, acceptée par les partenaires sociaux signataires ou adhérents à la convention collective du 1<sup>er</sup> novembre 1998 précitée, d'intégrer les entreprises de travaux forestiers dans le champ d'application de cette dernière.

Il est précisé que le champ d'application professionnel des accords régionaux du 25 septembre 1998 et du 18 février 2009 couvrant les salariés agricoles non-cadres, respectivement en matière de prévoyance et d'assurance complémentaire santé, n'est pas modifié. Ces accords restent donc inapplicables aux entreprises de travaux forestiers de Franche-Comté.

Le présent avenant a également pour objet de revoir la rédaction du champ d'application géographique de la convention collective du 1<sup>er</sup> novembre 1998, au regard de la récente réforme territoriale.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Intégration des entreprises de travaux forestiers dans le champ d'application professionnel de la convention collective*

L'article 1.1 « Champ d'application professionnel et territorial » est modifié comme suit :

#### **« Article 1.1**

##### *Champ d'application professionnel et territorial*

La présente convention est applicable sur le territoire des départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie aux 1° (à l'exception des centres équestres, des parcs zoologiques et des activités d'horticulture, pépinière et maraîchage), 2° (à l'exception des entreprises du paysage, de la réalisation et de l'entretien de parcs et jardins), 3° (à l'exclusion des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs) et 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime.

La présente convention est également applicable sur le territoire des départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort aux salariés et employeurs des coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

## **Article 2**

### *Intitulé de la convention collective*

En conséquence de la modification de son champ d'application, la convention collective du 1<sup>er</sup> novembre 1998 s'intitulera désormais comme suit :

« Convention collective interdépartementale du 1<sup>er</sup> novembre 1998 des exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles et forestiers, et coopératives d'utilisation du matériel agricole du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort. »

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur le lendemain du jour de publication de son arrêté d'extension.

## **Article 4**

### *Formalités de dépôt et d'extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité départementale du Doubs de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Bourgogne - Franche-Comté.

Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Ecole-Valentin, le 29 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)